



Atelier Virtuel #3

“Après-crise : mieux reconstruire pour renforcer la résilience des villes durables de demain”

Facilitateur : Romain Crouzet - Directeur des Programmes à Climate Chance Association

Intervenants :

Mahoumoudou Wadidié, Directeur de l'Agence de développement régional de Bamako, Mali, membre du MTPA Africa

Meriem Chabani, Architecte et co-fondatrice de TXKL Architectes Urbanistes, France

Charlène Kouassi, Responsable de Développement à l'Observatoire des Mobilités Africaines, Côte d'Ivoire

Sénamé Koffi Agbodjinou, Architecte et fondateur du projet HubCités africaines, Togo

Liens utiles :

Association Climate Chance et sa Coalition Aménager les villes africaines de façon durable	Coalition Aménagement des villes durables en Afrique La feuille de route : https://www.climate-chance.org/wp-content/uploads/2018/11/climate-chance-afrique-2018-amenager-les-villes-de-facon-durable.pdf
MTPA, Agence de Développement Régional de Bamako	http://www.mtpa-network.org/fr/ https://www.adrbamako.ml/
TXKL Architectes Urbanistes	https://www.txkl.info/
Observatoire des Mobilités Africaines	https://www.facebook.com/OBSERVATOIREDESMOBILITESAFRICAINES/ https://movinon-lab.michelin.com/s/?language=en_US
HubCités africaines	https://les-smartgrids.fr/hubcite-modele-africain-smart-city/



Grands enseignements:

- L'Atelier Virtuel #3 a porté sur le thème de la résilience post-crise et sur la manière de mieux reconstruire les villes après la pandémie COVID-19. Les panélistes ont évoqué les expériences des villes africaines dans divers secteurs comme l'urbanisme, l'architecture et les transports, les leçons tirées de ces expériences, ainsi que les défis et les opportunités à venir.
- La plupart des villes africaines n'étaient pas préparées à la crise et ont été gravement impactées. Du point de vue de l'urbanisme, la pandémie a révélé les faiblesses existantes, mais a également montré comment le passage à l'espace numérique peut faire avancer les choses. Il est important que les autorités municipales rejoignent des réseaux comme le MTPA, afin de partager leurs expériences et de mettre en commun les enseignements tirés.
- L'urbanisme unique des villes africaines, qui combine le modèle officiel avec un modèle plus informel, permet aux villes africaines d'être les leaders d'un nouveau modèle mondial. Ce modèle est ancré dans les valeurs organiques, communales et traditionnelles de leur culture locale, mais intègre en même temps une grande numérisation à source ouverte.
- En architecture et logement, la pandémie a exacerbé les problèmes et les inégalités qui existaient déjà, en termes de droits au logement, de qualité du logement et de défi de créer des logements de masse tout en garantissant des normes décentes. L'intégration d'éléments de conception locaux et de matériaux de construction d'origine locale est extrêmement importante.
- Le secteur des transports a lui aussi vu les inégalités s'accroître avec la pandémie. Les transports ont été fortement impactés par les mesures de confinement, ce qui a entraîné une augmentation des temps de transport et des tarifs. Bien que l'état des infrastructures de transport public nécessite beaucoup de travail, les start-up sont apparues comme les mieux adaptées pour faire face à une telle crise et utiliser au mieux les outils numériques. À l'avenir, les transports de masse, l'intermodalité et les modes de transport informels doivent être développés plus rapidement.

Romain Crouzet - Directeur des Programmes à Climate Chance Association:

Ceci est le troisième Atelier Virtuel organisé par Climate Chance. Cet Atelier Virtuel #3 portera sur le sujet de **“comment reconstruire pour renforcer la résilience des villes durables dans l'après crise”**. L'idée c'est de faire un lien entre la question de l'aménagement urbain et comment adapter les pratiques d'aménagement urbain en tirant les



leçons de la pandémie de COVID-19, dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Je remercie tous les intervenants qui sont avec nous aujourd'hui.

Climate Chance est une plateforme internationale d'acteurs non-étatiques qui a été créée en 2015, en amont de la COP21. L'idée était de **réunir les acteurs non-étatiques** dans leur diversité pour faire en sorte qu'ils travaillent ensemble sur la question de l'action climat territoriale. Par acteurs non-étatiques, nous entendons les 9 groupes majeurs qui sont reconnus par la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique : les collectivités, les associations, les chercheurs, les entreprises, les représentants de peuples autochtones, de groupes de femmes, etc.

Notre objectif initial était de réunir en amont de la COP 21 ces acteurs non-étatiques pour faire avancer la question de l'action climat territoriale. Depuis, nous avons développé nos activités à travers la création d'un site internet, qui est un portail sur la question de l'Action territoriale climat bilingue - français/anglais". Ce portail met l'accent sur les projets du terrain, les bonnes pratiques, et notamment des projets implémentés sur le continent africain. Ce portail permet donc de donner accès à l'information sur les enjeux du changement climatique au niveau territorial et des échanges possibles entre pairs.

Nous avons également un [Observatoire](#) qui depuis maintenant trois ans publie annuellement un **Bilan de l'action climat territoriale** au niveau mondial en analysant l'action territoriale climat effectué. Au départ on est parti de l'affirmation du rôle des acteurs non-étatiques, un certain plaidoyer finalement mais au bout d'un moment il y avait une nécessité d'expliquer l'action concrètement réalisée. C'est une publication très intéressante qui analyse différents secteurs, différents pays, pleins de cas d'étude.

Enfin, nous organisons également des [Sommet](#)s annuels où nous réunissons notre communauté en amont des COP et où nous avons nos ateliers qui nous permettent de faire un point d'étape des coalitions climatiques - que nous avons monté depuis quelques années. Evidemment, cette année, nous ne sommes pas en mesure de garantir ce Sommet qui était prévu à Kigali, à cause du contexte pandémique. C'est pour cette raison que nous organisons cette [Série d'Ateliers Virtuels](#), qui nous permet de continuer à mobiliser notre communauté et à faire travailler nos coalitions malgré l'absence de rencontre présentielle.

Donc c'est pour cela que nous sommes ensemble aujourd'hui. Il y a une coalition assez dynamique sur le sujet de l'**aménagement urbain** qui est co-animé entre nous et la [FNAU](#) et le [MTPA](#) - qui est un réseau d'agence d'urbanisme que la FNAU a fondé et regroupe des agences d'urbanisme du monde entier dont plusieurs agences d'urbanisme africaines); c'est pour cela que nous avons Monsieur Wadidié sur le panel, car il fait parti de ce réseau.

Nous avons un premier round d'Ateliers Virtuels qui nous permet de reprendre contact avec les [coalitions](#), de voir comment les acteurs des coalitions sont impactés dans leurs activités par la pandémie actuelle. Lors du deuxième round, à partir de novembre, nous allons



pouvoir aller plus loin sur des aspects un peu plus techniques, afin d'approfondir les feuilles de route de chacune de ces coalitions. Chaque coalition travaille sur sa propre feuille de route dans laquelle est définie la manière les objectifs, nous allons donc essayer de faire avancer ces feuilles de route.

La [coalition "Comment aménager les villes de manière durable"](#), notamment son focus africain, est très dynamique. C'est avec cette coalition que le MTPA travaille sur ses rendez vous en Afrique. Les réunions du MTPA ont lieu lors des Sommets Climate Chance - les 3 derniers ayant eu lieu en Afrique (Maroc, Côte d'Ivoire et Ghana). Une autre initiative intéressante qui a été créée par cette coalition : c'est un réseau d'aménageurs urbains, spécialisé dans l'aménagement durable au niveau de l'Afrique, c'est en partenariat avec Zenata, un projet d'écocité à côté de Casablanca au Maroc. Malheureusement, le développement de ce projet a été un peu ralenti cette année avec la crise car il devait y avoir normalement un gros point étape au Sommet Afrique-France à Bordeaux, qui a été annulé.

Les questions et le débat porteront autour du sujet sur **"Comment on peut reconstruire / renforcer la résilience des villes dans le monde de demain, notamment en Afrique, en tirant les conséquences de ce que nous vivons actuellement"**.

Mahamoudou Wadidié :

Comme toutes les villes, Bamako a été **fortement impactée** par les conséquences de la Covid-19. Les villes qui n'étaient pas préparées à recevoir une telle pandémie. L'impact tel que nous l'allons craindre n'a pas été celui escompté. C'est dû à deux choses, premièrement, du fait de la nature. Puis, lorsque la pandémie a été déclarée le gouvernement du Mali a pris des mesures très rapidement, en modifiant les conditions de travail et en mettant en place des campagnes de sensibilisation.

Le Mali est un pays fortement décentralisé où les collectivités essaient de prendre des mesures. Par exemple, à travers la distribution de : kits de lavage des mains pour dans les bureaux, les publicités et campagne publicitaire pour sensibiliser la population sont affichés à tous les niveaux. Nous avons créé les conditions pour que les réunions aient lieu (vidéoconférence par exemple). Cette pandémie nous pousse à aller de plus en plus vers le numérique. Il y a des secteurs qui ont été fortement touchés notamment le secteur du commerce, malheureusement le système de la collecte des ressources pour les collectivités, et le secteur de l'éducation. Cela nous amène aujourd'hui à aller vers le numérique : donc il y a un fort besoin de développer le numérique qui marche techniquement plus ou moins bien en ce moment.

Nous nous rendons compte aujourd'hui que nous avons bien les outils techniques mais il y a toujours ce besoin de se mettre en réseau. A travers le travail mené dans le [MTPA](#), et surtout MTPA Afrique, nous sensibilisons nos pairs pour pouvoir nous regrouper. Ce travail avait bien commencé mais malheureusement la Covid-19 a freiné le développement de ce



dernier. Nous avons besoin d'organiser des réunions mais nous allons aller vers le numérique : objectif de formalisation du réseau Afrique.

Notre lien avec Climate Chance : la question du climat nous frappe de plein fouet. La ville de Bamako est en train de se doter d'un plan climat. Toutes les réunions à propos de notre plan climat nous font rendre compte que nous n'avons pas encore des résultats de base. Nous souhaitons avoir 3 études de base : sur l'adaptation, l'atténuation et l'accès à l'énergie. Une fois que nous avons cela, nous pourrions continuer à avancer. Nous sommes actuellement en train de créer les conditions pour continuer à fonctionner malgré le contexte de la pandémie. Nous devons trouver une solution palliative, comme déjà mentionné, la solution en ce moment c'est le numérique.

Romain Crouzet : Sur quels types projets/pratiques concrètes travaillez-vous en ce moment ?

Mahamoudou Wadidié :

Le Portail des Bonnes Pratiques MTPA a comme objectif de mettre au service des villes des bonnes initiatives et un système de veille. Nous pensons que travailler de façon fractionnée n'est pas convenable. Il y a des villes qui ont déjà des expériences avec leurs agences, donc le but c'est de mettre en commun les savoirs pour aller vers l'avant.

Romain Crouzet : Un aspect/sujet très important sur lequel Climate Chance va s'occuper de plus en plus : les données et la qualité des données pour pouvoir mettre en place des politiques publiques efficaces. Nous avons également identifié des problèmes depuis longtemps comme le besoin de structurer les données. Nous prévoyons deux ateliers virtuels sur ce sujet avec notre Observatoire Climate Chance et avec la Convention des Maires de l'Afrique Sub-Saharienne.

Meriem Chabani :

Un regard spécial porté sur les enjeux liés au logement dans les villes africaines, et notamment en temps de crise.

Ensemble avec le partenariat français des villes et territoires ainsi que le réseau habitat francophonie, nous avons participé à un événement en février 2020 (lors du Forum Urbain Mondial), puis le confinement est arrivé. Au final quand on s'intéresse à ses questions de logement, le coronavirus ne fait qu'accroître des enjeux que nous connaissons déjà.

Le logement une question prioritaire, nous parlons du "droit au logement" lié à la pandémie de la Covid-19. Nous n'avons pas tous accès, et la question de l'accès au logement salubre a été particulièrement ravivée lors de cette crise sanitaire.



Plusieurs mesure mis en place dans le PFVT, est-ce qu'aujourd'hui les états et les villes peuvent se doter d'outils pour du logement abordable ? Le Mali cherche aujourd'hui à se doter d'une politique de logement abordable et un des outils cruciaux pour ces politiques c'est la sécurisation du foncier mais aussi trouver des modes de financements alternatifs.

De manière générale, avoir accès un logement social et publique a un enjeu spécifique, celui de la garantie du paiement du loyer est qui limite et restreint le public à avoir accès à un logement. On doit donc se demander, quels sont les outils à mettre en place pour tenter d'agir à différents échelles au niveau public et privé en même temps ?

A Alger par exemple, les grands ensembles, les grandes difficultés vont être les cages d'escalier, les pieds d'immeuble, le travail doit se faire de manière verticale, permettre un isolement en permettant des espaces communautaires et une entraide.

La transition entre l'espace public et le logement à travers différents seuils peuvent être des acteurs privés ou des usagers en communiquant des outils.

Quels sont les types de logement que nous voulons produire aujourd'hui ?

La création de logement collectif sur le modèle des grands ensembles, la France a abandonnée cette idée depuis quelques années. mais c'est un modèle qui est adopté par d'autres pays encore. Le problème c'est qu'on doit loger de plus en plus de personnes ainsi que les personnes mal-logées. L'idée de promouvoir des modèles qui sont créés en prenant en compte les cultures donc au lieu de prendre des logements mondialisés, il y a une nécessité de mettre en place innovation, c'est un modèle poussé depuis plusieurs années. Idée par exemple de promouvoir l'utilisation de matériaux locaux pour construire les logements.

Un exemple de Mali :

A l'occasion d'un échange avec le Directeur générale de l'Office Malien de l'Habitat, monsieur Sékou Demba, nous avons pu observer le cahier des charges qui inclut l'utilisation de terres crues ou de briques de terre dans l'aménagement. De plus, la promotion de filière locale au niveau des matériaux, et la valorisation de la population locale était également notée dans le cahier des charges.

Un exemple d'Addis Abeba :

La question se pose sur les modèles de références et des outils dont on se dote pour réaliser nos projets. La conception du logement se fait sur un imaginaire d'un logement avec un bathroom, un salon etc, la description qui est faite ne correspond pas toujours à cette imaginaire. Il y a un champ d'invention qui est énorme et qui est issue des savoir africains donc il est temps de les valoriser et les mettre en avant dans les politiques publiques pour le logement.



Charlène Kouassi :

Le propos sera concentré sur les adaptations en termes de mobilité et de transports pour renforcer la résilience des villes pendant cette période de pandémie.

La pandémie est arrivée et les villes ont pu se préparer, dans le cas du transport le bilan est assez mitigé : dans le cadre adaptation et résilience. Le secteur du transport a gardé ses inégalités pendant cette période de crise et ne les a pas forcément combattu.

Les déplacements urbains ont été donc fortement réduits à Kampala par exemple, les transports publics étaient totalement immobilisés (public et privés), mais ils ont repris le 5 juin. A Abidjan, il y avait tout un psychose autour de l'idée de prendre les transports public par peur de la crise sanitaire. Très grande baisse des nombres d'inscrits dans les transports publics. Au niveau du temps de déplacement, au niveau de la population c'est donc fortement augmenté.

La qualité de l'offre est très réduit aussi, la majorité des véhicules sont possédées par des particuliers.

Augmentation du prix de certaines lignes dans les villes africaines, avec des augmentations arbitraires. Cela montre en quoi le secteur n'a pu su répondre d'une façon soutenable à la crise sanitaire.

Les acteurs types start-up ont su sensibiliser les populations, par exemple avec la promotion de la digitalisation des paiements. Ces start-up ont su s'adapter.

Cette crise a exacerbé les inégalités sociales, économiques mais aussi spatiales.

Le fait de réduire le temps de déplacement, il y a un certain nombre de défis pour que le transport soit durable, et que le transport capacitaire qui soit efficace. L'offre dominante reste informelle.

Nous pourrions imaginer le développement d'outils digitaux pour le transport comme des applications pour augmenter la visibilité par exemple.

Le transport lagunaire mériterait d'être beaucoup plus développé, le transport ferroviaire par exemple. Ce serait bien de pouvoir développer un projet MAS (Mobility at the Service), cela aiderait à avoir une plus grande mobilité au niveau des offres, le transport informel ainsi que les modes de transport doux. Dans des villes africaines, ce n'était pas évident pour s'adapter. Il y a toujours des projets qui se mettent en place sur le temps long, mais en terme de solution immédiate, la réponse n'a pas été suffisamment rapide.

Sénamé Koffi Agbodjinou

Mon projet est vu comme "marginal" car il a été totalement "auto-financé". Avec la crise reliée à la Covid-19, il faut reconnaître qu'avec les alertes lancées il y a plusieurs années, on



a su que des crises allées être déclenchés. On ne peut pas toujours être prêts mais on peut être préparés.

Dans cette configuration, l'Afrique a une place particulière car elle propose des objets urbains tout à fait intéressants, voire inédits. L'Afrique pourrait accélérer très vite l'anthropocène qui est en réalité une "urbanocène". Ou alors l'Afrique pourrait proposer des modèles que si on les construit pourrait aider à réparer ce dessin global. L'atout de l'Afrique c'est qu'elle n'est pas totalement endoctriné dans l'urbain. Il existe deux urbanismes : l'urbanisme officiel/réglementaire mais aussi l'urbanisme de "n'importe quelle personne qui crée un lieu". Cela peut être un atout le jour où le système officiel est mis à l'arrêt.

Lorsque les grandes chaînes de production alimentaire et industriel ont été mis à l'arrêt, ce qui a permis la perpétuation de la ville c'est la solidarité et les marchés africains de plein air qui a résisté. De ce point de vue, nous avons défendu le besoin d'offrir à la société africaine des outils digitaux. Il y a eu une prise de conscience que le numérique était une nécessité, et donc les Etats dans l'urgence enclenche leur transformation digitale. En faisant cela dans l'urgence, les GAFA seront favorisés alors que le start-upper aurait des difficultés à répondre dans l'urgence à une telle demande. Nous n'avons pas arrêté de dire que dans le digital dans la ville, il y aurait une nouvelle forme de colonialité.

Il faut prendre les disposition très vite afin de former une sorte de barrage à ce destin digital de l'extrémisme digital de l'urbain en créant les conditions de quelque chose qui serait plutôt un collectivisme digital en s'appuyant sur des structures traditionnels et des façons de faire organique.

Nous favorisons la multiplicités des centres pour créer comme des cellules ou une archipel, localisme en s'appuyer des bénéfices de la technologie d'aujourd'hui. Cela rendrait plus résilient l'ensemble de la ville face à des crise de la contagion. C'est la part non-colonialisée de l'Afrique qui résiste à la crise que nous vivons aujourd'hui.

L'expériences des HubCités que nous menons, sert à essayer de mailler le territoire avec un réseau de lieux. En utilisant les ressources à proximité, et en s'appuyant sur des technologies en source ouverte. Les labs doivent être capable d'être auto-suffisant en trouvant les ressources à moins de 2km. Les communautés développeraient leurs propres systèmes.

Conclusion - Romain Cruzet

Merci à tous, vous avez été nombreux à suivre notre Atelier Virtuel #3, merci à nos intervenants. Si vous avez d'autres questions, écrivez-nous à **association@climate-chance.org**, vous pouvez également nous suivre sur les réseaux sociaux, et trouver plus d'informations sur [notre site web](#). Nous ferons une pause dans les ateliers pour le mois d'août, et nous reprendrons en septembre avec un atelier sur l'approvisionnement en nourriture et l'agriculture pendant la pandémie. Vous pouvez également trouver les enregistrements de ces webinaires et les résumés sur notre site web.